

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/206

18 mai 2000

(00-2036)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA ROUMANIE CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 5:3 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE: RÉPONSES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

La Mission Permanente de Roumanie a fait parvenir la communication ci-après, en datée du 15 mai 2000.

1. Veuillez décrire en détail la mesure pour laquelle le gouvernement roumain demande la prorogation (pourcentages d'éléments d'origine locale, prescriptions relatives à l'équilibrage des échanges, bases de calcul, produits visés, type de producteurs auxquels elle s'applique, etc.).

La MIC pour laquelle le gouvernement roumain demande une prorogation est la mesure notifiée par la Roumanie au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC, mentionnée dans le document G/TRIMS/N/1/ROM/1 du 7 avril 1995.

La MIC était appliquée au titre de la Loi n° 71/1994 aux nouvelles entreprises industrielles, à participation étrangère au capital lorsque le montant de celle-ci représentait au moins 50 millions de dollars EU.

Les sociétés qui ont choisi de bénéficier des avantages offerts par la Loi n° 71/1994 doivent également s'acquitter de leurs obligations en vertu de la même loi, en particulier: leur production doit avoir en valeur une teneur en produits nationaux de 60 pour cent au minimum et doit être exportée dans une proportion de 50 pour cent au minimum.

Voir également le document G/C/W/196, Partie I, réponses aux questions 1 et 2.

2. Nous croyons comprendre qu'il faut remplir les conditions attachées aux MIC pour obtenir certains avantages. Si tel est le cas, prière d'expliquer ce que signifie "la MIC est appliquée par le gouvernement roumain en vertu d'une législation impérative"? (G/TRIMS/N1/ROM/1). Cela veut-il dire que l'autorisation d'investir et/ou d'exercer des activités est (ou a été) refusée à moins que les prescriptions en matière d'apport local ne soient respectées? En d'autres termes, l'établissement est (ou était)-il subordonné à la réalisation des conditions attachées aux MIC? Ou, à l'inverse, une forme quelconque de pénalités ou de sanctions est (était)-elle prévue si les conditions ne sont pas respectées?

Les MIC appliquées par le gouvernement roumain au titre de la Loi n° 71/1994 ne représentaient qu'une condition pour obtenir certains avantages.

Au cours de la période pendant laquelle la loi ci-dessus était en vigueur (juin 1994-juin 1997), sur l'ensemble des investissements réalisés en Roumanie, seules deux entreprises ont choisi de participer au titre de cette loi (l'une dans le secteur automobile et l'autre dans le secteur de la construction navale).

Les avantages étant représentés par une exemption des droits de douane pendant une période de sept ans et une exonération de l'impôt sur les bénéfices pendant une période de cinq ans ou sept ans (voir document G/TRIMS/N/1/ROM/1 et la réponse à la question 3 ci-dessous), dans le cas où, dans un délai de 14 ans estimé à partir de la date d'enregistrement de l'entreprise, celle-ci réduit son capital social de sorte que la participation de l'investisseur étranger tombe au-dessous du minimum de 50 millions de dollars EU, ou si elle est volontairement dissoute, elle sera tenue de payer l'intégralité des taxes et droits de douane normalement dus pour toute la période de fonctionnement.

3. Prière d'indiquer la valeur totale de ces avantages (droits de douane, taxes, etc. non perçus) et de décrire comment ils sont attribués aux bénéficiaires.

La valeur totale de ces avantages ne peut pas être mesurée avec précision mais on peut en faire une estimation qualitative. Ainsi, étant donné que la Loi n°71/1994 avait pour objet d'attirer de gros investisseurs étrangers dans l'industrie, on estime que certains des avantages pour la Roumanie sont les suivants: maintien de l'emploi dans les deux secteurs industriels où les deux entreprises sont établies; amélioration de l'investissement et participation du capital local dans les petites et moyennes entreprises de l'industrie horizontale et des secteurs liés aux services; encouragements à des exportations; amélioration de la qualité des produits.

D'après la Loi n° 71/1994, les facilités accordées aux investisseurs sont les suivantes:

- exonération de droits de douane, pour une durée de sept ans à compter de la date d'enregistrement de la société, pour les machines, l'équipement et les installations importés nécessaires à l'investissement souscrit à titre de participation en nature ou payé avec des fonds propres ou empruntés;
- exonération de droits de douane, pour une période de sept ans estimée à compter de la date d'enregistrement de la société, pour les matières premières, les consommations productives, les pièces détachées et les composants importés pour la production de l'entreprise elle-même et payés avec des fonds propres ou empruntés; et
- exonération de l'impôt sur les bénéfices pour une période de cinq ans estimée à compter de la date d'acquisition des bénéfices, cette période ne devant pas aller au-delà de sept ans à compter du début des activités de production.

Les deux industries (construction automobile et construction navale) sont considérées comme très importantes pour l'économie nationale.

Les facilités susmentionnées ont contribué à alléger la situation socio-économique dans les deux secteurs, en améliorant les techniques de fabrication, en relançant l'activité, en maintenant les emplois et en en créant de nouveaux dans des secteurs où le chômage est en hausse.

4. Décrire également la situation actuelle en matière législative et le processus qui a conduit le gouvernement à adopter l'Ordonnance n° 67/1999, éliminant les mesures d'incitation à l'investissement pour les nouveaux investissements.

1. Le gouvernement roumain a amorcé en 1997 le processus juridique préalable à l'abolition des MIC, en établissant un nouveau régime d'investissement légal, aux termes duquel les

nouveaux investissements en Roumanie effectués après décembre 1997 ne sont plus soumis aux MIC.

2. La première disposition a été prise en juin 1997, par la promulgation de l'Ordonnance d'exception (GEO) n° 31/1997, modifiée par la GEO n° 92 de décembre 1997 (approuvée par la Loi n°241 de 1998).
3. En outre, en mai 1999, le gouvernement roumain a promulgué la GEO n° 67, concernant les mesures de développement de l'économie, qui accorde une série d'encouragements fiscaux et douaniers pour certaines catégories de nouveaux investissements, à savoir ceux qui ont la plus forte incidence sur l'économie roumaine.
4. Les encouragements accordés pour les nouveaux investissements en vertu de chacun de ces textes législatifs n'ont plus rien à voir avec les MIC.
5. Toutefois, afin de maintenir les avantages et obligations des investisseurs déjà établis, la nouvelle législation stipule que les dispositions de la Loi n° 71/1994 continuent de s'appliquer aux investissements réalisés en vertu de cette loi et pour la durée qui y est prévue.

5. Quel a été le flux entrant d'IED depuis que le gouvernement roumain a éliminé les mesures d'incitation à l'investissement? Prière de fournir des données concernant l'IED pour la période 1994-1998 et pour 1999, par pays d'origine.

Depuis l'entrée en vigueur de l'OMC, la législation concernant les investissements s'est améliorée à plusieurs reprises. Depuis 1997, la législation relative au régime des investissements ne comprend plus de MIC, les encouragements fournis aux investisseurs n'étant pas soumis à une prescription en matière d'apport local ou d'exportation.

Le volume d'IED en Roumanie est très bas par rapport aux besoins du pays et au volume d'IED dans les pays voisins et a atteint un montant d'environ 3 milliards de dollars pour la période 1994-1999.

6. Les facilités pour lesquelles vous demandez une prorogation concernent l'industrie automobile et la construction navale.

- a) **Les MIC ont-elles été par le passé appliquées à d'autres secteurs? Dans l'affirmative, prière d'indiquer de quelle manière elles ont été appliquées et quand et comment elles ont été progressivement éliminées?**

Non, les MIC n'ont été appliquées à aucun autre secteur par le passé.

- b) **Prière de décrire les principales caractéristiques de l'industrie automobile (y compris le secteur des pièces détachées et des composants) et de la construction navale en Roumanie.**

- c) **Prière de décrire les facilités en question (investisseurs, niveau d'investissement, implantation, type de production, marchés, etc.).**

Ces deux secteurs se caractérisaient par l'insuffisance des fonds de roulement, un fort endettement, une productivité médiocre et une faible utilisation de la capacité installée, à cause essentiellement du fait que l'équipement et les techniques remontent aux années 1970-1980.

L'industrie automobile locale est représentée par Dacia Renault Automobile S.A., Daewoo Automobile Romania S.A. et ARO S.A.

Daewoo Automobile Romania (DAR) S.A., fondée au titre de la Loi n° 71/1994, a un vigoureux programme d'augmentation de la production en fonction de la demande du marché.

En 1997, DAR S.A. a mis en route la fabrication de moteurs dans sa nouvelle usine, d'une capacité de 300 000 pièces par an. Le moteur à essence de 1 500 cm³, à quatre cylindres, qui répond aux normes techniques européennes, équipe les voitures fabriquées par DAR S.A. Celle-ci fabrique aussi désormais des boîtes de vitesse (200 000 pièces par an).

Jusqu'à présent, plus de 650 millions de dollars EU ont été investis pour moderniser les techniques, abaisser les dépenses et la consommation productive, en vue d'obtenir une forte productivité. DAR S.A. fabrique une gamme de dix modèles.

Avant 1995 l'ancien constructeur automobile Automobile Craiova produisait au maximum 5 400 voitures par an. Aujourd'hui, la production de DAR S.A. atteint 25 000 voitures, 300 000 moteurs et 250 000 transmissions par an.

Actuellement, la Roumanie possède onze chantiers navals, situés au bord de la Mer Noire et sur les rives du Danube.

Daewoo Mangalia Heavy Industry (DMHI) S.A., établie au titre de la Loi n° 71/1994, a elle aussi un vigoureux programme de développement de la production. Les principaux produits et services fournis par la société sont de nouveaux services de construction navale et de maintenance. L'investissement réalisé dans la période 1997-1999 porte sur l'équipement, les techniques modernes, le savoir-faire, pour un montant total de 51 millions de dollars EU. Auparavant, l'entreprise produisait un seul navire par an. Depuis 1997, elle en construit onze par an (de 9 000 TPL).

Les deux usines, établies au titre de la Loi n° 71/1994, sont devenues très modernes, et elles exportent une bonne partie de leur production.

7. Pour quelles raisons considérez-vous que les MIC ont contribué efficacement au développement de l'industrie automobile et de la construction navale roumaines?

Prière de fournir des données annuelles pour la période 1991-1999 en ce qui concerne:

- **la production**
- **les marchés d'exportation**

Voir le document G/C/W/196, Partie I, réponses aux questions 15 et 16.

8. Quelles mesures le gouvernement roumain a-t-il prises entre 1995 et 1999, pour préparer l'élimination des MIC en question? Prière de donner des détails (processus législatif, éléments de la politique industrielle, consultation des branches de production concernées, etc.)

Prière de se référer à la réponse à la question 4 ci-dessus.

a) Quand le gouvernement roumain s'est-il rendu compte qu'il ne serait pas en mesure de respecter l'échéance du 31 décembre 1999 pour l'élimination progressive des MIC?

1. À la fin du Cycle d'Uruguay, la Loi n° 71/1994 était déjà en vigueur. Le processus de consultation nationale a abouti à la suppression des MIC incompatibles avec l'Accord dans la nouvelle législation entrée en vigueur en 1997 pour les investissements postérieurs à cette date.

9. Pourquoi le gouvernement roumain a-t-il attendu le 27 décembre 1999 pour notifier sa demande de prorogation?

La question de la prorogation de la période de transition pour les MIC a été abordée dans d'autres instances de l'OMC, y compris le Conseil général, dans le cadre du processus de préparation de la Conférence ministérielle de Seattle et, comme de nombreux autres Membres, la Roumanie espérait qu'une solution pourrait y être trouvée.

L'absence de décision à Seattle a incité notre pays à présenter cette demande conformément à l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC.

10. Prière de décrire de manière détaillée en quoi le maintien des MIC est essentiel pour satisfaire les besoins de la Roumanie en matière de développement, de finances et de commerce?

Prière de se référer au document G/C/W/196, Partie I, réponses aux questions 13 a) et d).

11. Prière de donner une évaluation de l'effet direct des MIC sur l'emploi dans les secteurs concernés et de décrire la méthode utilisée pour réaliser cette évaluation.

DAR S.A. a porté le nombre d'emplois directs de 3 900 à 4 714 et créé plus de 2 000 emplois nouveaux dans les industries horizontales; DMHI S.A. a maintenu les 3 500 emplois qui auraient dû être supprimés en l'absence de MIC.

DAR S.A. maintiendra les emplois et DMHI S.A. va atteindre sa pleine capacité, c'est-à-dire 5 000 emplois.

12. Si l'OMC refuse la prorogation demandée, prière de décrire l'effet que cela aurait sur:

- a) le niveau actuel des investissements
- b) l'emploi
- c) l'industrie des pièces détachées et des composants?

On pourrait difficilement supposer que l'abolition des MIC en vigueur avant la fin du délai accordé n'affectera pas la stratégie et les plans commerciaux des sociétés concernées fondés sur l'investissement étranger direct.

Par ailleurs, l'abolition des MIC pourrait envoyer aux éventuels investisseurs étrangers un message défavorable concernant la fiabilité de la loi à laquelle leur investissement serait assujéti.

L'activité de l'industrie automobile et des chantiers navals, ainsi que les services qu'elle fait naître, et ses effets positifs sur d'autres industries horizontales connexes, du fait qu'elles sont tributaires d'autres industries locales comme la chimie, l'électrotechnique, l'électronique, la métallurgie, etc., stimule beaucoup l'emploi.

En outre, il semblerait que, conformément aux plans de développement de ces deux industries, de nouveaux investissements soient prévus qui viendront stimuler la demande de matériaux et de matières premières nécessaires. Il pourrait en résulter de nouveaux investissements dans ces secteurs, notamment la création de petites et moyennes entreprises.

On s'attend à stimuler ainsi la compétitivité et l'amélioration qualitative de la production.

Il convient de rappeler que la législation relative au régime des investissements promulguée après 1997 ne comprend plus de MIC.

Quant aux MIC en vigueur en vertu de la Loi n° 71/1994, il y a lieu de signaler que leur durée a été limitée d'emblée, comme il ressort de la notification roumaine au titre de l'accord sur les MIC.

En cas de décision négative du Conseil concernant l'octroi de la prorogation demandée, une telle décision provoquerait des perturbations financières et sociales dans les domaines des deux types d'investissement.

Nous espérons que le Conseil voudra bien tenir compte de la situation particulière de l'économie roumaine et de tous les facteurs qui ont amené le gouvernement à présenter sa demande de prorogation, et qu'il accédera à cette demande. L'obligation de se soumettre à l'élimination des MIC causerait à la Roumanie de grandes difficultés car cette mesure se répercuterait sur des contrats en cours de validité et sur la crédibilité du régime d'investissement.

- d) **Pourquoi le gouvernement roumain a-t-il demandé une prorogation de quatre ans, jusqu'au 31 décembre 2004? Si nous avons bien compris le fonctionnement des MIC roumaines, la Loi n° 71/94 prévoit que les investisseurs remplissant les conditions attachées aux MIC peuvent bénéficier d'avantages pendant sept ans. La Loi n° 71/94 ayant été adoptée le 20 juin 1994, ces avantages doivent arriver à expiration en 2001. Une prorogation jusqu'en 2001, si elle était accordée, permettrait au gouvernement roumain de s'acquitter de ses obligations "contractuelles" vis-à-vis des investisseurs. Prière de donner des explications.**

Conformément à la Loi n° 71/1994, la période de sept ans doit être décomptée à partir du moment où l'investissement a été réalisé.

Ainsi, DAR S.A. a été fondée le 16 novembre 1994 et la période de sept ans expire le 16 novembre 2001, alors que DMHI S.A a été fondée le 27 mai 1996 et la période de sept ans expire le 27 mai 2003.

- 13. Quelles autres mesures le gouvernement roumain envisage-t-il d'appliquer pendant la durée de la prorogation demandée pour préparer l'élimination des MIC?**

Prière de se référer au document G/C/W/196, Partie I, réponse à la question 3 a).
